Année XXII. N° 623 — 15 Septembre 1923

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Le Problème de la Violence

Parmi tous les problèmes que l'homme de cœur et de raison est amené à se poser, il n'y en a peut-être pas de plus délicat, important et troublant aussi que celui de la violence.

Nous vivons dans un monde où le droit du plus fort est toujours le meilleur ; nous sommes forcés de le combattre tel qu'il est et n'avons guère le choix du terrain ni des armes. Il nous faut pour cesser d'être opprimés et exploités opposer une force matérielle, capable de briser la violence dont nous sommes victimes.

S'ensuit-il que nous allons devenir des apologistes du meurtre, des partisans de la violence pour la violence, des fanatiques du gourdin, du poignard, de la bombe ? Nullement. Sans doute nous avons défendu et honoré la mémoire de tous ceux qui sont tombés les armes à la main dans une lutte désespérée pour la liberté. Ce ne furent là nullement des violents, mais au contraire des hommes qui ne voulurent pas se résigner à la violence triomphante et se levèrent contre elle Héros et martyrs, l'humanité leur doit de ue pas être amenée à désespérer à jamais de la justice.

Mais, l'atavisme aidant, il se trouve même parmi ceux qui se disent révolutionnaires des hommes ne concevant pas uniquement une force défensive, mais rêvant aussi de vengeances prolongées, de domination sur d'anciens maîtres, de suppression du droit commun pour les ci-devant privilégiés, sans s'apercevoir que le premier résultat serait de refaire le vieux monde d'inégalité.

Notre camarade Malatesta vient de relever aussi cette erreur dans l'article suivant :

Pourquoi le fascisme a vaincu et continue à sévir en Italie.

La force matérielle peut prévaloir sur la force morale, elle peut même détruire la civilisation la plus raffinée si celle-ci ne sait prs se défendre par les moyens voulus contre les retours offensifs de la barbarie.

Toute bête féroce peut déchirer un galant homme, fût-il un génie, un Galilée ou un Léonard, si celui-ci est assez naïf pour croire qu'il peut dompter la bête en lui montrant une œuvre d'art ou en lui annonçant une découverte scientifique.

Cependant la brutalité triomphe difficilement et en tout cas ses succès ne sont jamais généraux et durables, si elle n'arrive pas à obtenir un certain assentiment, si les hommes civilisés la tiennent pour ce qu'elle est et si, même impuissants à la vaincre, ils la fuient comme une chose immonde et répugnante.

Le Fascisme qui résume toute la réaction et ressuscite toute la férocité atavique endormie, le Fascisme a vaincu parce qu'il a eu l'appui financier de la grasse bourgeoisie et l'aide matérielle des divers gouvernements qui ont pensé s'en servir contre la pressante menace prolétarienne ; il a vaincu parce qu'il a trouvé en face de lui la masse fatiguée, déçue et rendue impropre à la lutte par cinquante ans de propagande parlementariste ; mais il a vaincu surtout parce que ses violences et ses crimes, s'ils ont bien provoqué la haine et le sentiment de vengeance des victimes, n'ont pas soulevé cette réprobation générale, cette indignation, cette horreur morale qui, semblait-il, devait naître spontanément dans toute âme élevée.

Et malheureusement il ne pourra pas y avoir de soulèvement matériel s'il n'y a tout d'abord révolte morale.

Disons-le franchement, quelque douloureuse que soit la constatation. Des fascistes il y en a même hors du parti fasciste, il y en a dans toutes les classes et dans tous les partis, c'est-à-dire qu'il y a partout des personnes qui, tout en n'étant pas fascistes, en étant même antifascistes, ont cependant l'âme fasciste, ce même désir d'opprimer qui distingue les fascistes.

Il nous arrive par exemple de rencontrer des hommes qui se disent et se croient révolutionnaires et même, hélas ! anarchistes, et qui pour résoudre une question affirment avec un terrible froncement de sourcils qu'ils agiront « fascistement », sans savoir ou ne sachant que trop que cela signifie attaquer sans se préoccuper de justice quand on est sûr de ne courir aucun danger, soit parce que l'on est de beaucoup le plus fort, soit parce que l'on est armé contre un adversaire sans armes, soit parce que l'on est à plusieurs contre un, soit parce que l'on a la protection de la force publique, soit parce qu'on sait que l'attaqué répugne à la dénonciation — cela signifie en somme agir en *camorrista* et en policier.

Il n'est que trop vrai que l'on peut agir, que l'on agit souvent « fascistement » sans avoir besoin de s'inscrire au parti fasciste, et ce ne sont certes pas ceux qui agissent ou se proposent d'agir ainsi « fascistement » qui pourront provoquer la révolte morale, le sens de dégoût qui tuera le fascisme.

Et ne voyons-nous pas les hommes de la Confédération du Travail, les D'Aragona, les Baldesi, les Colombino, etc. lécher les pieds des gouvernants fascistes et continuer à être considérés, même par leurs adversaires politiques, comme de galants hommes et comme des gentilshommes ?!

Ces considérations, que du reste nous avons faites maintes fois, nous sont revenues à l'esprit en lisant un article de *L'Etruria Nuova* de Grosseto, que nous nous sommes étonnés de voir complaisamment reproduit par *La Voce Repubblicana* du 22 août. C'est un article de « son vaillant directeur, le brave Giuseppe Benci, le doyen des républicains de la forte Maremme » (pour nous servir des termes de la *Voce*), qui explique pourquoi les fascistes ont pu faire en Maremme ce qu'ils ont fait et qui nous a semblé à nous un document de bassesse morale.

Les exploits de brigands des fascistes dans la malheureuse Maremme sont connus. Là plus qu'ailleurs ils ont donné cours à leurs passions mauvaises. De la bâtonnade à sang à l'assassinat brutal, des incendies et des dévastations jusqu'aux menues tyrannies, aux petites vexations qui humilient, aux insultes qui blessent le sens de la dignité humaine, ils ont tout commis, sans connaître de limites, sans respecter aucun de ces sentiments qui sont non seulement les conditions de toute vie civilisée, mais la base même de l'humanité en tant qu'elle se distingue de la plus basse bestialité.

Et ce fier républicain de la Maremme leur parle d'un ton humble, les traite de « gens de bonne foi », mendie pour les républicains leur tolérance et presque leur amitié alléguant les mérites patriotiques des républicains eux-mêmes.

Il « admet que le gouvernement *(le gouvernement fasciste)* a le droit, a le devoir de se garantir le libre développement de son action » et laisse entendre que quand les républicains seront au pouvoir, ils feront exactement la même chose. Et il proteste que « personne ne pourra dire que chez nous *(a Grosseto)* le Parti Républicain ait par un acte quelconque tenté d'entraver l'expérience du parti dominant », et il se vante de « n'avoir en rien gêné l'action du gouvernement se retirant même de la lutte électorale pour attendre que l'expérience s'accomplisse ». C'est-à-dire pour attendre que s'accomplisse sur toute l'Italie l'expérience de domination des gens qui ont déchiré sa chère Maremme.

Si l'état d'âme de ce monsieur Benci correspondait à l'état d'âme des républicains et si le sort du gouvernement fasciste devait dépendre d'eux, Mussolini aurait raison quand il prétend rester au pouvoir trente ans. Il pourrait bien y rester trois cents ans.

Errico Malatesta.

* * *

Oui, il faut maintenir au sein de l'humanité, même au milieu des luttes les plus violentes, ce sentiment d'indignation, de réprobation et d'horreur morale pour les crimes commis contre des innocents et de faibles ou révélant une perversion et une férocité abominables.

Cinq années de guerre avaient déjà accompli une immense œuvre de dégradation, lorsque le bolchevisme est venu à son tour renouveler l'enseignement que tout doit être permis au pouvoir et que ce dernier est entièrement justifié d'avoir recours aux pires turpitudes et infamies contre tous ceux qu'il juge ses ennemis. Le sentiment moral a été ainsi de plus en plus émoussé, jusqu'à être entièrement supprimé, et nous avons eu un spectacle inouï de presque insensibilité en présence d'atrocités qu'autrefois la réprobation générale eût rendues impossibles.

Nous nous révoltons non par amour mais par haine de la violence dont nous continuons à être les victimes. Et dans notre œuvre de légitime défense nous devons nous garder le plus possible de dépasser la mesure de celle-ci, car il faut bien se dire que si la tyrannie se renforce avec le sang versé, il n'en est pas de même pour la liberté.

* * *

Cela dit, il ne faudrait pourtant pas que l'anarchisme qui est par définition négation de la violence, tomba dans le tolstoïsme qui ne prévoit contre elle qu'une résistance passive. Nous en préconisons, au contraire, une aussi active que possible.

Or, nos camarades de langue allemande — peut-être par réaction contre la criminelle propagande militariste d'autrefois ou par opposition à l'odieux principe dictatorial et terroriste du bolchevisme — nous paraissent trop croire à la possibilité d'une solution sans lutte armée, à ce qu'ils appellent une résistance non guerrière.

Pendant presque un demi-siècle en opposition à tous les partis socialistes parlementaires, nous avons rappelé avec insistance qu'il y avait une question de force à résoudre par la voie révolutionnaire, que vouloir l'ignorer c'était s'exposer aux pires mécomptes. Les anarchistes ont eu le grand mérite de montrer ainsi la nécessité d'un armement populaire qui, forcément insuffisant, n'en aurait pas moins une grande valeur précisément pour le compléter aux jours de soulèvement ; il permettrait aussi de résister aux bandes de cent noirs, de Pinkertons ou autres que la bourgeoisie ne manquerait pas de déchaîner contre le monde du travail dès que les revendications de celui-ci deviendraient par trop pressantes. Avec le fascisme, toutes nos prévisions sur la fragilité non seulement des conquêtes électorales, mais aussi syndicales et coopératives ont été malheureusement dépassées. Notre ancienne opinion sur la nécessité primordiale d'une résistance guerrière a donc été confirmée et partant fortifiée.

Ajoutons que pour s'opposer à une nouvelle tuerie de peuples, il faut aussi être en mesure de s'opposer aux gendarmes et aux pelotons d'exécution qui viendraient nous cueillir. Les bouchers ne doivent pas trouver en nous un bétail inoffensif et résigné.

Nous reconnaissons sans peine qu'à côté de la résistance par les armes, il y en a une très importante consistant à modifier nos formes d'activité, à ne plus accomplir aucun travail servile, à cesser de faire tout ce que nous savons nuisible, afin de nous adonner à une besogne utile pour nous et pour la collectivité tout entière.

Et c'est surtout pour aboutir, avec le concours de camarades exerçant dans la société bourgeoise les professions et les métiers les plus divers, à un exposé aussi complet que possible du grand renouvellement immédiat de nos occupations quotidiennes nécessaire au début d'une révolution, que nous avons depuis plus d'une année mis à l'ordre du jour cette question, sans grand succès, d'ailleurs, avouons-le.

La violence ne saurait avoir qu'un rôle négatif; elle est impuissante, surtout en temps de crise à nous donner une forme économique nouvelle, à preuve les bolchevistes échouant complètement dans leur tentative d'instaurer le capitalisme d'Etat. A plus forte raison, ne saurions-nous contraindre tout un pays au véritable communisme.

Mais faute de résistance guerrière, l'Italie est devenue fasciste, c'est dire qu'elle subit le déchaînement des pires brutalités et atrocités.

L'objection peut nous être faite que le prolétariat italien n'a pas su pratiquer avec toute l'ampleur voulue la résistance non guerrière. Mais là où elle a éte pratiquée, comme à Molinella, nous avons un martyre collectif, certainement admirable, mais qui représente un épuisement terrible, sans résultat positif.

Par la résistance non guerrière, nous pouvons parfois empêcher l'œuvre d'autrui — à preuve celle des Allemands dans la Ruhr — mais sans arriver à exerser la nôtre. C'est un piétinement dans l'impuissance, qui ne va pas sans de très grandes souffrances, tout en représentant un gaspillage immense de forces et de moyens.

Toute conquête que nous ne saurions défendre à l'occasion les armes à la main, n'est en réalité qu'une jouissance temporaire dont nous pouvons être privés à chaque instant. Donc, il ne faudrait pas introduire dans notre langage cette expression de « résistance non guerrière », à moins qu'il ne soit bien entendu qu'elle s'ajoutera à celle guerrière ou armée.

Nous éprouvons un écœurement indicible à voir un vulgaire aventurier comme Mussolini obtenir un triomphe inouï, simplement pour s'être montré sans scrupules dans l'emploi de la violence. Il est vrai que ce n'est pas lui qui a sauvé l'Italie de la révolution bolcheviste, comme le répète stupidement la presse suisse aussi, mais les bolchevistes eux-mêmes qui ont contribué à faire avorter une révolution italienne, avec leur propagande absurde, leurs prétentions dictatoriales, leurs atermoiements en plein accord avec les réformistes et pour finir leur œuvre de divisions haineuses. La légende du communisme bolcheviste avait d'abord soulevé beaucoup d'enthousiasmes et d'espérances et contribué puissamment à créer un fort courant révolutionnaire. Mais ses propagaudistes se sont montrés ensuite les plus vulgaires politiciens et ont détourné et gaspillé de jeunes forces qui, mieux inspirées, auraient pu servir à de grands résultats.

Le fascisme n'a attaqué qu'un mouvement révolutionnaire déjà saboté et profondément divisé. La bourgeoisie était sauvée de tout danger de révolution, même sans fascisme. Celui-ci s'est plut à une réaction aussi violente qu'inutile en somme, et peut-être dangereuse pour la bourgeoisie elle-même. Car celle-ci n'a aucun intérêt à démolir de ses propres mains les mensonges libéral et démocratique, qui lui ont si bien servi et au nom desquels les Alliés ont d'ailleurs fait la guerre. Se donner à soi-même un aussi brutal et bruyant démenti n'est certainement pas adroit.

Mussolini savait parfaitement que le socialisme italien était absolument incapable d'une résistance guerrière ; là est tout le secret, d'ailleurs avoué, de son triomphe, car d'idées il n'en avait aucune, se plaisant à les avoir faussement toutes.

Cette constatation faite, il est facile de comprendre pourquoi nous nous montrons très alarmés en entendant parler de résistance non guerrière. Sans conclure pour le moment, nous attendons de plus amples explications, que nous souhaitons conséquentes avec ce qu'a toujours été la propagande anarchiste. L. B.

Errico MALATESTA

EN PÉRIODE ÉLECTORALE

DIALOGUE ENTRE OUVRIERS

Prix : 10 centimes

MÉLANGE

Corfou.

Quelques officiers italiens ayant été tués dans les forêts d'Albanie, le sieur Mussolini a envoyé à la Grèce un ultimatum la sommant de verser immédiatement cinquante millions d'indemnité, de condamner à mort les coupables et de faire accomplir quelques grotesques cérémonies à titre de réparation à l'honneur italien.

Le gouvernement grec n'ayant, quelques heures après, pas accordé satisfaction, un navire de guerre italien a, sans préavis, bombardé la ville sans défense de Corfou, tuant et blessant quelques douzaines de malheureux hospitalisés. Pour quatre ou cinq officiers supprimés, l'honneur italien exigeait que soient lâchement assassinés un nombre beaucoup plus élevé de pauvres gens.

Il serait temps qu'on en finisse avec ces prétendues questions d'honneur national qui servent de prétexte à commettre toutes sortes d'infamies. Le prestige et l'honneur sont les deux raisons qu'invoquent habituellement les gouvernants en quête d'un mauvais coup. Et ils savent s'y prendre pour faire naître les occasions de « sauver » l'honneur. Il est pourtant difficile d'imaginer une raison de chicane aussi ridicule que ces prétendues affaires d'honneur. L'honneur d'une nation, tout comme celui d'un individu, n'est pas diminué parce qu'elle a été victime d'injustices ou que ses ressortissants ont été maltraités. Par contre on peut admettre que l'honneur d'un peuple est compromis par les mauvaises actions qui se commettent en son nom ou par l'aveulissement dont il fait preuve en face des potentats. Par exemple, la présence à Rome du sieur Mussolini, valet bouffi d'orgueil, est, pour le peuple italien, un rude soufflet ; ceux qui acceptent docilement de recevoir des ordres d'un individu aussi vil, sont certainement immunisés contre tout ce qui pourrait menacer ce qui leur reste d'honneur et l'on comprend mal qu'un prétendu outrage puisse donner lieu au couroux dont les canons de Corfou se sont faits l'écho.

Et puis, quand on sait par quels moyens infâmes Mussolini s'est hissé au pouvoir, on a bien le droit de faire quelques réserves quant à l'histoire d'Albanie. Traités comme du bétail d'échange par les grandes puissances, mais plus particulièrement par le gouvernement de Rome qui avait pour principal souci de maintenir dans les régions balkaniques un état de faits empêchant la réconciliation des populations, ceci pour tripoter plus à l'aise. On conçoit la surexcitation des habitants d'Albanie et de l'Epire. Mais, dautre part, Mussolini ayant besoin dune diversion à l'étranger pour détourner l'attention publique de la pitoyable situation intérieure de l'Italie, il n'est point déraisonnable de penser qu'il peut ne pas avoir été surpris par la mort du général Tellini et ses compagnons. Mussolini a fait tuer de nombreux Italiens pour arriver au pouvoir ; il est bien capable d'en faire tuer d'autres pour y rester, même si, pour cela, i faut simuler une agression sur terre étrangère.

La Société des Nations.

Nous sommes de ceux qui n'avons pas cru que la Société des Nations était créée par les gouvernants pour assurer la paix. Nous pensions qu'elle était un organisme amorphe destiné à masquer aux yeux des peuples les désastreux résultats de la victoire. Les faits nous ont malheureusement donné raison. Au point de vue pratique, les bureaux de la Société des Nations ont été un refuge doré pour des créatures politiques et des fils à papa. C'est tout, car on ne peut prendre au sérieux l'activité manifestée par la société à l'égard d'Etats liliputiens. Le conflit actuel italo-grec vient de démontrer le jeu qu'il fallait attendre de l'invention du tristement fameux conseil suprême. Alors que les signataires du pacte s'étaient solennellement engagés à ne recourir aux armes qu'après avoir épuisé toutes les instances, Mussolini prétendant avoir à se plaindre de la Grèce a tout simplement fait bombarder puis occuper une ville grecque en menaçant de poursuivre les opérations en cas de résistance. Suivant les conventions signées, tous les autres membres de la société devaient immédiatement rompre les relations politiques et économiques avec l'Italie, et prendre les mesures nécessaires pour faire respecter le territoire grec. Rien de tout cela n'a été fait, bien que tous les délégués des états étaient précisément à Genève pour l'assemblée ordinaire. Après de longs palabres, les délégués n'ont pas même osé déclarer que l'affaire les concernait ; ils ont engagé les Grecs à subir la loi du plus fort sans oser risquer le plus léger blâme aux satrapes mussolinistes. Ainsi, si la Grèce avait été en mesure de résister aux soudards italiens, l'Europe serait à nouveau à feu et à sang, car on pense bien que les chauvins de partout n'auraient pas raté l'occasion d'assouvir leur vengeance, d'autant plus que les fabricants de munitions auraient su faire la propagande nécessaire à leur criminelle industrie.

En 1914, les gouvernants du droit simulait l'indignation en présence de a théorie allemande sur les chiffons de papier. Aujourd'hui, cinq ans après la victoire, ce sont presque tous les états du globe qui, au moment où il faudrait intervenir contre le fort en faveur du faible, mettent en pratique les principes contre lesquels ils s'élevaient jadis avec tant de véhémence.

Poincaré lui-même, non seulement ne proteste pas, mais il donne son appui aux arguments fourbes de la diplomatie italienne. Et cea pourquoi ? Parce que tous les grands états violent régulièrement les lois et les traités, et ils s'embauchent mutuellement comme avocats de leurs mauvaises causes. Poincaré appuie l'abject Mussolini contre les Grecs en échange de l'appui du dit Mussolini pour l'affaire de la Ruhr, à moins que le renégat italien ne l'abandonne pour une combinaison plus profitable. Mussoini a trahi tant de gens à qui il devait cependant beaucoup, qu'il peut sans pudeur trahir le gouvernement de Paris.

Quant aux travailleurs, qu'ils prennent enfin eux-mêmes les mesures qui les mettent définitivement à l'abri de la guerre.

Le pieux docteur.

Il n'est point dans notre habitude d'exploiter des scandales et de croire que seuls ceux qui partagent nos conceptions sont forts de toutes les vertus et exempts de toutes les faiblesses. Mais comme la presse religieuse ne manque jamais l'occasion de montrer la perversion des gens sans foi auxquels elle dénie même toute possibilité de bien faire, signalons que le docteur Henri Currat de Genève, est en fuite. Ce vilain sire, qui ne manquait jamais une messe, ni les réunions pieuses, se livrait à des actes qui seraient indignes d'un porc, sur les jeunes garçons en traitement chez lui. Plusieurs fois déjà cela avait failli mal tourner pour le pieux docteur, mais les influences célestes éloignèrent le gendarme. De service à l'hôpital, le docteur papiste injuriait les pauvres malades qui, sans doute, ne partageaient pas ses intentions lubriques. Il est maintenant censé avoir passé la frontière, mais il y a des chances, étant si pieux, que les ombres romaines ne le dissimulent à ses poursuivants, car la cour d'assises, c'est pour l'homme qui a pris un pain, mais pas pour les pourceaux de sacristie. A. A.

Le droit international

Depuis que la dernière guerre s'est terminée avec le triomphe des armées du droit et de la liberté, le monde vit dans une atmosphère lourde d'oppression, d'arbitraire et d'alarmes.

Le conflit italo-grec paraît réglé, mais un autre s'annonce déjà entre l'Italie et la Yougoslavie, sans compter le formidable point d'interrogation toujours posé par la question de la Ruhr. Les capitalismes n'arrivent pas à s'entendre entre eux, sauf sur un seul point : briser toute revendication du travail.

Pour justifier son coup de force à Corfou, M. Mussolini a publié dans la presse italienne un long communiqué relatant tous les attentats contre les Etats faibles commis par les grandes puissances au cours de ces trente dernières années. Et ce communiqué avait pour titre : « Le droit international » !

Oui, le droit au bombardement, déjà exercé précédemment par d'autres puissances, découlait précisément de tous les crimes commis jusqu'alors contre l'indépendance des peuples !

Il est vrai que la Société des Nations avait été fondée précisément pour en finir avec les bombardements comme expression de droit, mais les naïfs seulement pouvaient croire que c'était sérieux ! Idée vraiment géniale, d'ailleurs, que de baser le droit international surtout sur le bombardements de populations désarmées !

Vive Mussolini !

NOTES EN MARGE

Socialisation et étatisation.

Le *Journal de Genève*, après avoir donné quelques aveux de Trotzky au sujet de la faillite de la gestion de l'industrie par l'Etat, aveux qui ne nous apprennent rien de nouveau en somme, termine ainsi :

Paul-E. Graber aura-t-il le courage de reproduire pour ses lecteurs de la *Sentinelle* et de la *Lutte syndicale*, les extraits que nous venons de donner, contenant l'aveu irréfutable, par les auteurs de l'expérience russe, de la faillite de « l'ultime but du syndicalisme » suisse, subventionné par la Confédération, but qui est la socialisation de l'industrie ?

Nous n'entendons certes pas répondre à la place de Graber, mais souligner uue confusion que bourgeois et socialistes se plaisent souvent à faire entre socialisation et étatisation. En Russie, nous n'avons eu aucune socialisation proprement dite, mais la plus grande tentative faite jusqu'à ce jour, peut-être, d'étatisation (*Verstaatlichung*) par une dictature de parti.

L'Etat et la société ne sont pas du tout la même chose ; une propriété ou une gestion étatiste n'est nullement une propriété ou une gestion sociale. L'organe conservateur genevois ne consentirait certes pas à voir dans le parti bolcheviste toute la société russe ; il ne peut donc pas parler de socialisation mais d'étatisation.

Ennemis de tout monopole d'Etat et de l'Etat lui-même, nous n'avons quand même pas de peine à reconnaître qu'en Russie l'étatisation s'est faite dans les circonstances les plus défavorables et n'a pu être poursuivie violemment que par des sectaires aveugles. Les résultats pourraient être moins désastreux ailleurs, sans jamais être bons.

Lr socialisation est la gestion directe par tous les trava lleurs — ouvriers, techniciens et administrateurs — attachés à une industrie, sur une base d'équivalence de services et au profit de la collectivité tout entière. Ce n'est certes pas l'Etat-patron du bolchevisme moscovite.

La loi d'airain des salaires.

Le *Travail* reproduit un article de Louis Bertrand sur cette fameuse loi, la traitant d'erreur et de préjugé. Nous sommes d'accord, mais dans un sens autre que celui des réformistes.

Dire que la volonté, l'action de résistance et de révolte des hommes se heurterait à nous ne savons quelle fatalité qui les empêcherait d'obtenir le moindre résultat, c'est aboutir au découragement et à la résignation. L'échelle de salaires ressemble un peu pour le salarié à ce jeu de force que l'on voit encore dans les foires. Plus on frappe vigoureusement sur une tête de bois (le patronat) avec une massue, plus on voit monter haut l'aiguille de graduation. Seulement l'abondance de bras ou le manque de travail rendent souvent cet exercice difficile ou presque impossible. Et d'autre part, il est certain que l'action ouvrière dans le cadre de la légalité et des institutions bourgeoises est fort limitée. Ajoutons que ces résultats peuvent être brusquement anéantis par la violence illégale bourgeoise, comme ce fut le cas en Italie avec le fascisme. Et n'oublions pas, bigre ! la guerre qui fait des conquêtes ouvrières, des hausses de salaires et des améliorations des conditions de travail ce qu'elle a fait pendant cinq ans dans le monde entier, en vidant les fabriques pour remplir les tranchées et les cimetières.

Donc ne dédaignons aucun résultat, si petit soit-il, et luttons ne fût ce même que pour nous entraîner à la lutte, mais rappelons nous qu'il y a toujours pour finir une question de force matérielle : la négliger c'est tout compromettre. Et surtout sachons que la question de la guerre reste toujours posée : ou nous sommes bien décidés à ne plus nous entretuer sur l'ordre de nos maîtres ou notre émancipation pourra toujours être retardée par un nouveau massacre.

Toujours le front unique.

Nous avons lu dans *l'Humanité* de Paris la dépêche suivante :

Moscou, 31 août. — L'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge ont adressé une lettre ouverte au Comité exécutif de la deuxième Internationale et à l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, leur disant que l'ensemble du mouvement ouvrier mondial est intéressé aux résultats de la crise allemande. Tout prolétaire honnête doit venir en aide au prolétariat allemand. Nous proposons, disent-elles, de convoquer une conférence commune internationale pour examiner les moyens d'organiser les secours aux ouvriers allemands dans leur lutte pour la paix. Cette réunion devrait avoir lieu au plus tard le 10 septembre, à Moscou ou ailleurs.

Donc, les bolchevistes russes continuent à proposer au monde entier le front unique, dont chez eux ils n'ont jamais voulu prétendant y exercer une autorité absolue et exclusive. Leur programme nettement avoué est de défendre toute initiative, toute expérimentation, toute discussion même, aussitôt que par n'importe quel moyen, sans en exclure le mensonge et la trahison, ils arrivent à être les plus forts. Comment s'entendre sur une telle base ?

D'ailleurs, contre qui et contre quoi protester avec des théoriciens du terrorisme, du pouvoir sans limites et sans contrôle, de la suppression de toute liberté ? Les bolchevistes, étatistes outranciers raillant tout droit et toute morale, sont de piètres alliés pour n'importe quelle campagne de paix, de justice et d'affranchissement. M. Mussolini, par exemple, pour justifier ses pires iniquités se borne ordinairement à citer Moscou. Il est vrai qu'après avoir prétendu sauver le monde du bolchevisme, venir déclarer qu'il ne trouve rien de mieux que de l'imiter, est bête, cynique et canaille tout à la fois ; mais son argument n'en demeure pas moins. Puisque vous déclarez que le monde ne peut se passer d'une dictature, pourquoi reprochez vous à la mienne d'être et de durer ?

Ceci dit, bien entendu, sans vouloir justifier nullement l'inaction de la deuxième Internationale et de l'Internationale syndacale d'Amsterdam, qui malheureusement peuvent répondre à Moscou : Comment s'entendre avec vous après que vous avez cherché à vous lier avec les pires réactionnaires et militaristes d'Allemagne, qui eux ne veulent certes pas la paix mais la guerre ?

Le bolchevisme n'est plus qualifié pour défendre la cause de l'émancipation des travailleurs.

Chronique antimilitariste

Nouveau code pénal militaire.

Depuis une vingtaine d'années les législateurs suisses s'acharnent à vouloir frapper la propagande antimilitariste.

Une première adjonction à cet effet au Code pénal fédéral a été repoussée par le peuple, mais le lendemain le Conseil fédéral, faute de pouvoir faire emprisonner les Suisses, prenait un arrêté ordonnant l'expulsion de tout etranger se livrant à la propagande anarchiste ou antimilitariste. C'était sa façon de s'incliner devant la décision du souverain.

Dernièrement, nous avons eu la loi Häberlin, frappant aussi l'antimilitarisme et également rejetée à la votation populaire.

Mais nos maîtres sont obstinés et voici que le nouveau code pénal militaire, actuellement en discussion aux Conseils contient cet art. 99 *bis :*

Celui qui aura formé un groupement dont il sait ou doit admettre que le but ou l'activité tend à ruiner la discipline militaire, qui sera entré dans un tel groupement ou se sera associé à ses menées, celui qui aura provoqué à la fondation de tels groupements ou se sera conformé à leurs instructions, sera puni de l'emprisonnement.

Le prévenu serait ainsi coupable non seulement de « savoir » mais aussi de « devoir admettre » que la discipline militaire aurait pu être menacée ; coupable non seulement d'une *activité* réelle, mais d'un *but* lointain formulé par son groupement. Une société pacifiste bourgeoise, à supposer qu'elle travaille sincèrement, tomberait aussi sous le coup de cet article. N'insistons pas.

Nous avons ensuite un art. 101 *a)* non moins significatif :

Celui qui, en temps de service actif, aura propagé de fausses informations de nature à entraver ou à contrecarrer les mesures ordonnées par les autorités ou les commandants de troupes, à inciter la troupe à la désobéissance, à égarer l'opinion publique, ou à répandre l'alarme dans la population, sera puni de la réclusion ou de l'emprisonnement.

C'est le baillon à la presse. Messieurs de l'armée doivent être à l'abri de toute critique, pouvoir se livrer à leurs fantaisies coûteuses et délictueuses, sans qu'un mouvement d'opinion publique puisse les rappeler au devoir d'humanité en contradiction avec le devoir militaire.

A remarquer pour finir que ceux qui proposent de tels articles sont les mêmes qui nous assuraient que la guerre de 1914 allait être la « dernière guerre ». Les Allemands sont vaincus, mais le jeu du militarisme, véritable jeu de massacre, préoccupe plus que jamais les dirigeants de tous les Etats. Le régime bourgeois est donc essentiellement un régime militaire et nous expose ainsi aux pires catastrophes. Voilà la raison pour laquelle tout homme de cœur et de conscience doit vouloir le supprimer.

M. Poincaré et le refus de service.

Nous venons de voir comment le gouvernement suisse, à l'exemple de tous les gouvernements du monde, fait de l'antimilitarisme un délit pouvant être puni de la réclusion. Que penser alors de l'un des derniers discours de M. Poincaré que les journaux relatent ainsi :

M. Poincaré a rappelé que le 31 mai 1914, à Berne, s'est tenu une cérémonie parlementaire où de nombreux Allemands se rencontraient avec quelques Français et essayaient de les endormir. Le lendemain, le *Vorwärts* célébrait le succès de cette réunion et parlait des liens étroits de solidarité et d'amitié qui rattachaient les socialistes allemands à leurs frères français. Deux mois plus tard, l'Allemagne nous déclarait la guerre et occupait la Belgique, et les socialistes allemands obéissaient passivement aux ordres de l'empereur.

Nous nous rappelons fort bien qu'avant la guerre tout le monde se plaisait à montrer le socialisme allemand comme devant être pris pour modèle. Pas de manifestations bruyantes on violentes, pas de désordres, mais un travail tenace et fructueux dont les résultats s'affirmaient dans de grandioses institutions. Nous, anarchistes, restions seuls à le dénoncer comme dangereux pour la paix du monde, étant donné sa mentalité étatiste et nationaliste et son refus précisément de se prononcer nettement sur la question de s'insurger au moment d'une guerre.

Mais si l'antimilitarisme était et demeure un délit pour le monde entier, pourquoi ne l'eût-il pas été pour l'Allemagne ? Voyons : se refuser d'obéir passivement à l'Etat ; mais c'est là propos d'anarchiste ; comment M. Poincaré peut-il le faire sien ?

C'est égal. La vérité a une telle force qu'elle finit par sortir de la bouche même d'un sinistre menteur avéré comme M. Poincaré. Car, ou ce dernier n'a rien voulu dire, ou il a reconnu que c'eût été un bienfait pour l'humanité que les socialistes allemands se refusassent à faire la guerre. Et nous ajoutons : avec les socialistes allemanda, tous les socialistes du monde auraient dû faire la grève militaire.

Mais c'est là de l'antimilitarisme passible au moment d'une déclaration de guerre de la peine de mort. Et c'est pourquoi, hélas ! tous les peuples ont marché pour trouver encore et toujours la mort à la gloire de la civilisatioc bourgeoise !

La justice militaire.

Dans *Le Journal* de Paris — sous ce titre suggestif : « Ils voulaient être condamnés à mort ; ils ont satisfaction » — a paru la dépêche suivante :

Casablanca, 29 août. — Six Allemands, un Polonais, de la légion étrangère, deux Français des bataillons de discipline, déjà condamnés à des peines variant entre deux et huit ans de travaux publics, ont passé en conseil de guerre à Casablanca, pour destruction d'effets militaires.

Au cours de l'audience, les neuf inculpés ont reconnu qu'ils avaient lacéré leurs effets dans le but d'éviter les travaux publics et d'obtenir la réclusion.

Les deux bataillonnaires, Podevin et Courbes, le front tatoué de cette inscription : « Pas de chance », ont jeté leurs képis à la figure du président du conseil de guerre, le colonel Juilliard, demandant à être condamnés à mort plutôt que de retourner au pénitencier. Le conseil leur a donné satisfaction et les a condamnés à la peine capitale.

Le fait d'hommes poussés au désespoir, jusqu'à voir dans la réclusion une sorte de déli-

vrance, pis encore dans la mort même, n'inspire au journalisme bourgeois aucune réflexion grave, mais un simple titre à l'allure ironique.

Oui, un sombre drame, qui va bientôt se terminer peut-être en sanglante tragédie, laisse indifférents nos journalistes de l'« ordre », prêts à dénoncer le désordre, le crime, le délit en toute revendication quelque peu énergique des opprimés et des déshérités.

Et dire que des faits semblables se passent dans tous les pays du monde, où continue toujours à sévir le militarisme, même après la dernière guerre du droit et de la liberté !

L. B.

La défense sociale contre le crime

Il faut reconnaître que nous, anarchistes, dans l'esquisse de la société future telle que nous la désirons : une société sans maîtres et sans gendarmes, nous avons, en général, rendu les choses un peu trop faciles.

Pendant que nous reprochions à nos adversaires de ne pas savoir s'abstraire des conditions présentes et de juger impossibles le communisme et l'anarchie, parce qu'ils imaginent que l'homme doit rester tel qu'il est aujourd'hui avec ses égoïsmes, ses vices, ses craintes, même quand seront éliminées les causes de ces défauts ; nous, de notre côté, nous sautions par dessus les difficultés et les doutes en supposant déjà complètement réalisés les effets moralisateurs que nous nous promettons de l'abolition du privilège économique et du triomphe de la liberté ?

Ainsi, nous dit-on qu'il y aura des hommes qui ne voudront pas travailler ? Aussitôt nous abondons en excellentes raisons pour démontrer que le travail, c'est-à-dire l'exercice de nos facultés et le plaisir de la production, c'est la condition du bonheur humain et qu'il est par conséquent absurde de penser que des hommes sains voudraient se soustraire à la nécessité de produire pour la collectivité, quand le travail ne sera plus une contrainte et une exploitation et ne sera plus méprisé.

Et si l'on nous oppose les dispositions et les habitudes antisociales et délictueuses d'une partie, pour minime qu'elle soit, des populations, nous répondons que, sauf quelques cas rares et discutables d'infirmités congénitales du ressort du médecin, les délits sont d'origine sociale et disparaîtraient avec le changement des institutions sociales.

Peut-être cet optimisme exagéré, ce « facilisme » avait-il sa part d'utilité quand la société anarchique était un beau rêve, une anticipation pressée et qu'il fallait pousser vers le plus haut idéal possible et inspirer l'enthousiasme en accentuant le contraste entre l'enfer d'aujourd'hui et le paradis souhaité de demain.

Mais les temps sont changés. La société étatiste et capitaliste est en pleine crise de dissolution ou de reconstruction, selon que les révolutionnaires pourront et sauront faire sentir l'influence de leurs conceptions et de leur force, et peut-être sommes-nous à la veille des premières tentatives de réalisation.

Il est donc à propos de laisser un peu les descriptions idylliques de future et lointaine perfection et de regarder les choses telles qu'elles sont aujourd'hui et telles qu'elles seront demain, pour autant qu'il est possible de prévoir.

Parlons de la criminalité.

Il est hors de doute, les plus obstinés conservateurs le reconnaissent désormais, que la plus grande partie des délits est directement ou indirectement d'origine sociale, et que même la petite part qui a son origine dans des faits de nature peut être neutralisée et corrigée par des mesures appropriées.

Mais les conditions sociales — d'une part la misère et l'ignorance, d'autre part la richesse et le pouvoir avec leurs conséquences spécifiques de dégénérescence physique et morale — non seulement déterminent les faits criminels immédiats, mais produisent des habitudes, des états d'âme, des incapacités qui ne peuvent subitement et complètement disparaître aussitôt changées les conditions qui les ont causées. On doit donc compter sur un résidu de criminalité, résidu qui, espérons-le, sera, plus ou moins rapidement, éliminé, mais qui, en attendant, obligera la masse des travailleurs à une action de défense.

Ecartant toute idée de punition et de vengeance, idées dominantes du droit pénal, nous inspirant seulement du besoin de défense et du désir de corriger et d'améliorer, nous devons chercher les moyens d'atteindre le but sans tomber dans l'autoritarisme et sans nous mettre en contradiction avec le système de liberté et de coopération volontaire sur lequel nous voulons fonder la société nouvelle.

Le problème n'est pas facile. Il ne comporte pas de solutions absolues et générales applicables à tous les cas, à tous les lieux, à tous les temps.

Pour les autoritaires, pour les hommes d'Etat, la question est simple : un corps législatif pour cataloguer les délits et prescrire les peines, une police pour rechercher les délinquants, une magistrature pour les juger, un corps de geôliers pour les faire souffrir. Et naturellement le corps législatif par les lois pénales cherche avant tout à défendre les intérêts constitués qu'il représente et à garantir l'Etat contre les « subversifs » ; la police, vivant sur la répression du délit, a intérêt à ce qu'il y ait des délits, elle devient provocatrice et développe dans ses agents des instincts bestiaux et pervers ; la magistrature qui, elle aussi vit et prospère grâce aux délits et aux délinquants, sert les intérêts des gouvernants et des classes dirigeantes et acquiert dans l'exercice du métier une mentalité spéciale qui en fait une machine à condamner le plus grand nombre de gens possible aux peines les plus graves possibles ; les geôliers sont ou deviennent insensibles aux souffrances des détenus et dans la meilleure des hypothèses observent le règlement passivement, sans une palpitation de sympathie humaine. Les résultats se voient dans la statistique de la criminalité. On change les lois pénales, on réforme la police et la magistrature, on modifie le système pénitencier... et la criminalité continue et résiste à toutes les tentatives pour l'atténuer ou la détruire. Ceci est vrai du passé et du présent et sera, croyons nous, encore vrai de l'avenir, si l'on ne change pas radicalement la conception que l'on a du délit, si l'on n'abolit pas tous les corps qui vivent de la recherche et de la répression du crime

Mais, avant tout, quels sont les faits que l'on peut qualifier délits et qui donnent droit, selon nous, à la répression brutale ? Et qui devrait décider si un fait est délit et si le prévenu est coupable de ce fait ?

Avec le progrès de la civilisation, avec le développement des rapports sociaux, avec la conscience plus claire de la solidarité naturelle qui unit les hommes, avec l'élévation de l'intelligence et le raffinement de la sensibilité se multiplient certainement les devoirs sociaux et beaucoup d'actions qui étaient considérées comme du ressort du droit strictement individuel et comme indépendantes de tout contrôle collectif, acquerreront et acquièrent dès aujourd'hui le caractère de choses intéressant la collectivité et devant être réglées conformément à l'intérêt général. Par exemple, dès aujourd'hui, il n'est pas considéré comme licite qu'un père laisse dans l'ignorance ses propres enfants et les élève d'une manière dommageable à eur développemene et à leur bien-être futur. Il n'est pas licite qu'un homme reste dans la malpropreté et néglige les mesures d'hygiène qui peuvent avoir une influence sur la santé des autres ; il n'est pas licite qu'ayant une maladie contagieuse on ne la soigne pas, qu'ayant une maladie répugnante on en fasse publiquement étalage. Demain l'effort pour assurer le bien de tous sera considéré comme un devoir et procréer quand on aura des raisons de croire à une descendance malsaine et malheureuse sera tenu pour faute.

Mais ce sentiment de nos devoirs envers les autres et des devoirs des autres envers nous doit, selon notre conception sociale, se développer librement, sans autre sanction extérieure que l'estime ou le mépris des concitoyens. Le respect, le désir du bien d'autrui doit entrer dans les mœurs et apparaître non plus comme un devoir, mais comme une satisfaction normale des instincts sociaux.

Il est des gens qui voudraient moraliser par force, qui voudraient établir un article du code pénal pour chaque acte de la vie et mettraient volontiers un gendarme à côté de chaque lit nuptial et de chaque table de famille. Mais ceux-là, s'ils n'ont pas les moyens coercitifs pour imposer leurs propres idées, risquent seulement de jeter le ridicule sur les meilleures choses, et s'ils ont le pouvoir de commander, ils rendent alors le bien odieux et provoquent la réaction.

Les socialistes ont cette tendance à réglementer toute chose, mais nous croyons qu'ils ne réussiront qu'à faire regretter certains côtés du régime bourgeois.

Pour nous, l'accomplissement des devoirs sociaux doit être volontaire et l'on n'a le droit d'intervenir par la force matérielle que contre ceux qui offenseraient « violemment » les autres et porteraient atteinte à la pacifique vie sociale. La force, la contrainte physique, ne doit être employée que contre l'attaque matérielle violente et par pure nécessité de défense.

Mais qui jugera ? qui pourvoira à la défense nécessaire ? qui établira les moyens de répression ?

Nous ne voyons d'autre chemin que de laisser faire les intéressés, de laisser faire le peuple, c'est-à-dire la masse des citoyens qui agira diversement selon les circonstances et selon ses divers degrés de civilisation.

Ce qu'il faut avant tout, c'est éviter la constitution de corps spécialisés dans l'œuvre de la police. On y perdra peut-être quelque chose en efficacité répressive, mais on évitera de créer l'instrument de toute tyrannie.

Nous ne croyons pas à l'infaillibilité ni même à la constante bonté des masses, loin de là. Mais nous croyons encore moins à l'infaillibilité et à la bonté des gens qui saisissent le pouvoir et légifèrent et consolident et perpétuent les idées et les intérêts qui prévalent à un certain moment.

Mieux vaut en tout cas l'injustice et la violence transitoires du peuple que la chape de plomb de la violence légalisée de l'Etat judiciaire et policier.

Du reste, nous ne sommes que l'une des forces agissantes de la société, et l'histoire sera comme toujours la résultante des forces.

En pratique il arrivera ce qui peut arriver. A nous revient la mission de veiller à ce que l'œuvre nécessaire de défense ne devienne pas prétexte et occasion de diminuer la liberté au profit de certaines classes ou de certains partis ; à nous de nous opposer à la constitution de corps spécialisés dans la répression, c'est-à-dire de gendarmes et de magistrats professionnels ; de rechercher les causes des délits persistants et de nous efforcer de les éliminer ; de veiller à ce que tant qu'il y aura des prisons et des colonies pénitentiaires, elles soient réellement des instituts de rééducation au régime bienveillant, ouverts au contrôle du public, et non pas des lieux de torture et de corruption.

Et par notre œuvre, nous devrons concourir au but suprême de la civilisation : l'élimination de la violence et de toute contrainte dans les rapports humains.

Errico Malatesta.

Garde ta maison contre son gardien.
Quand chacun s'aide, personne ne crève.
Quel est celui qui a toujours sa part?
Celui qui la prend.

Rafles et chasse à l'homme

Sous ce titre significatif nous lisons dans un quotidien suisse :

Zurich, 8 septembre. — Ces temps derniers, on a constaté à plus d'une reprise que des personnes avaient traversé la frontière sans autorisation. C'est ainsi que la police cantonale a arrête six jeunes gens au cours d'une rafle dans les forêts de Henggart. Trois de ces personnes sans passeports étaient originaires de Dantzig, un de Pologne, un de Bade et le sixième de Wurtemberg.

Près be Flurlingen, la police a arrête trois jeunes gens qui avaient sans doute passé secrètement la frontière. L'un d'eux s'enfuit dans les vignes voisines. La police tira quelques coups de feu pour l'effrayer. Deux jours plus tard, on a retrouvé dans ces vignes le cadavre d'un ouvrier tapissier tchécoslovaque, condamné à plus d'une reprise et expulsé de Suisse. L'enquête démontrera s'il a été tué par les coups de feu des agents de police.

Encore un résultat de la victoire du droit et de la liberté dans le monde. La faim, la faim hideuse chasse les hommes loin de leur pays, mais les frontières demeurent toujours fermées comme aux jours de la boucherie, et ceux qui osent se glisser à travers sont reçus à coups de feu.

Bien entendu, les agents de police ne se sont pas aperçus que la *cible* visée était atteinte et tombée. Ils crurent mieux faire de s'en aller, sans relever un homme qui peut-être a râlé pendant de longues heures avant d'expirer.

Le mort était d'ailleurs un repris de justice, un expulsé ; il ne reste donc plus qu'à féliciter les agents et à les inscrire pour la prochaine promotion.

En vente au RÉVEIL :

H.-E. DROZ. Du Rêve à l'Action, poésies	2 50
H. de FITZ-JAMES. La guerre et l'exploitation de la crédulité (Trois conférences)	— 30
F. ROUGE. Chansons pour rire rouge et jaune	— 20
Alcide DUBOIS. Patrie, Patriotisme	— 30
Charles MALATO. L'assassinat de Ferrer	— 10
P. KROPOTKINE. Aux jeunes gens	— 10
— L'esprit de révolte	— 10
— L'idée révolutionnaire dans la révolution	— 10
— L'action anarchiste dans la révolution	— 10
— Lettre aux ourviers occidentaux	— 05
Aristide BRIAND. La Grève générale et la Révolution	— 10
Richard WAGNER als Revolutionär	— 10

Cinquante pièces en un acte à tendances sociales à 75 cent. et 1 franc la pièce.

Genève. — Imprimerie, 23, rue des Bains.